



Barreau Pénal International Criminal Bar

Barreau Penal International

International Criminal Bar

Colegio de Abogados Penal Internacional

LE TERRORISME AU MALI ET AU SAHEL OU LA CRÉATION D'ESPACES DE NON DROIT

Juillet 2018

Le développement du Terrorisme au Mali et au Sahel, une des conséquences du démantèlement de la Lybie par les Puissances Occidentales pourrait déboucher sur un Génocide d'une rare violence pire que celui du Rwanda.

En effet, la situation au Sahel caractérisée par une fragilisation poussée des Etats, des politiques des tueries de masse, d'affrontements inter ethniques, notamment au Mali pourrait nous conduire au génocide si des mesures énergiques patriotiques et responsables n'étaient pas prises immédiatement à tous les niveaux pour sauver le Mali.

D'abord au niveau National :

Les affrontements sanglants inédits de ces dernières semaines entre des ethnies sœurs dans les régions de Ménaka à la frontière avec le Niger, de Gao, de Tombouctou et dans le centre du Pays sont très inquiétants et interpellent tout malien, soucieux tant soit peu du Mali.

Par ailleurs, par ces affrontements généralisés entre des communautés qu'historiquement tout rapproche et qui ont toujours vécu en parfaite entente et symbiose, le Mali amorce la phase la plus dangereuse de la crise qu'il connaît depuis l'occupation du septentrion en **2012** : son existence est encore plus menacée aujourd'hui qu'en **2012**.

Ces feux qui s'allument un peu partout sur le Mali ne peuvent pas être le fait du hasard. Il faut être naïf pour le concevoir ainsi. Jugez-en vous-même : des dizaines de tués à Ménaka en 5 jours, des dizaines de morts à Gao et Tombouctou suivis d'enlèvements des



Barreau Pénal International Criminal Bar

Barreau Penal International
International Criminal Bar

Colegio de Abogados Penal Internacional

autorités administratives, des villages entiers incendiés suivis d'un exode massif de populations dans le centre du Pays etc...

L'histoire retiendra dans tous les cas à propos des accords dits d'Alger que j'ai toujours dit et l'évolution de la situation le confirme, que ces accords ont été signés pour **arrêter la guerre**. C'est leur seul mérite, **mais pas pour régler en profondeur et définitivement une crise devenue récurrente** qui revient tous les **4 ans, 5 ans de 1960** à nos jours.

En effet, le refus de l'inclusivité dans la mise en œuvre de ces accords préparait déjà le terrain aux conflits inter communautaires auxquels nous faisons face aujourd'hui au Mali : Vouloir vaille que vaille par et à travers ces « Accords » faire de minorités ethniques, des majorités politiques sur fond de frustrations, c'est créer les conditions propices à ces affrontements alors que rien absolument rien n'interdit l'inclusivité dans la mise en œuvre des accords qui, faut-il le rappeler sont des accords pour la paix et non des accords de paix donc juridiquement formatables pour être mis en parfaite adéquation avec les réalités du terrain mais les forces négatives, obscures de l'intérieur comme de l'extérieur que l'histoire débusquera un jour en ont décidé autrement. Elles ont réussi à tuer dans l'œuf toutes les mesures proposées pour une inclusivité véritable des organes de mise en œuvre de l'Accord en commençant par le CSA ou Comité de Suivi de l'Accord.

Que faire ?

Au plan Politique:

Les forces politiques de la majorité comme de l'opposition doivent être mises devant leur responsabilité historique car le Pays est en danger et nous n'avons pas l'impression que les gens en prennent conscience, elles doivent aller ensemble pour vaincre les forces négatives.



Barreau Pénal International Criminal Bar

Barreau Penal International
International Criminal Bar

Colegio de Abogados Penal Internacional

La Société Civile jusqu'à présent peu ou pas très intéressée par la question doit se convaincre de la nécessité de s'unir pour dégager les solutions, les réponses durables à la menace.

Enfin, le Président de la République, la première Institution du Pays, au-dessus de tous les partis politiques doit communiquer pour inviter tous les maliens à l'union, au rassemblement car il s'agit d'une menace pernicieuse qui risque de détruire le Pays. **Ce que le Président ERDOGAN a réussi en Turquie est parfaitement possible au Mali.**

Sans être pour un vide Institutionnel, les élections pour nous importent peu par rapport à la menace qui pèse sur le Pays avec son lot de massacres à grandes échelles et d'impunité totale.

Ensuite au plan Sous Régional et Africain :

La **CEDEAO** et la **Commission de l'Union Africaine** doivent s'approprier rapidement de la grave situation au Mali et au Sahel sans attendre, et arrêter cette attitude qui consiste à attendre les solutions à leurs problèmes de l'Occident. Les solutions proposées et mises en œuvre par l'Occident sont elles-mêmes des problèmes **« On le voit bien partout en Afrique c'est l'échec total ».**

La Communauté Internationale doit se mobiliser pour contrer ce mouvement de déstabilisation du Mali et du Sahel.

La Lybie hier, le Mali, voire le Sahel dans l'œil du cyclone aujourd'hui, et après ?

Si la Communauté Internationale n'a aucun moyen d'arrêter ces désordres, alors il lui faudrait réformer impérativement et rapidement ses Institutions.

Les Associations de défense des droits de l'homme sont également interpellées : Il faut agir vite pour éviter au monde un autre génocide.



Barreau Pénal International Criminal Bar

Barreau Penal International
International Criminal Bar

Colegio de Abogados Penal Internacional

Enfin, Avocat Membre du Barreau Pénal International, de son Comité Exécutif et Assistant du Président **Blas IMBRODAS** pour l'Afrique, il est de notre responsabilité de lancer l'alerte.

MAITRE ABOUBA ALY MAIGA

AVOCAT BARREAU DU MALI

Assistant du Président du Barreau Pénal International